

une loi coloniale datant bien du premier tribunat de C. Gracchus. Elle créa une nouvelle commission agraire pour la fondation de colonie et la restitution d'anciennes colonies. Cette loi comportait une clause d'exception qui accordait une forme d'immunité à des portions du territoire, à l'image de l'*ager Campanus*. Enfin, les colons recevaient leurs terres comme *dominium ex iure Quiritium*. Le chapitre 4 ajoute à ces réflexions le problème des *viasie vicaneive*, prévus par la loi de C. Gracchus. R. Lapyrionok estime, sur la base de la *lex agraria* de 111, qu'ils étaient de deux types : ceux issus d'une décision des triumvirs et ceux issus d'une décision du Sénat. R. Lapyrionok trouve une preuve de l'existence des seconds dans l'*elogium* de Polla et s'en sert pour voir dans ce deuxième groupe une volonté du Sénat de faire pièce à l'action des triumvirs et de s'attirer ainsi les faveurs du peuple. Cette argumentation repose ici sur des éléments moins tangibles car il n'existe guère d'attestation d'une telle volonté sénatoriale. L'ultime chapitre revient sur le sens de la *lex Rubria*, que l'auteur date bien du deuxième tribunat de C. Gracchus, et qui concernait la fondation d'une *colonia Iunonia* sur le territoire de Carthage. Ce court livre a donc le grand mérite de se concentrer sur l'action de C. Gracchus, souvent un peu moins traitée que celle de son frère. Il offre des analyses de détails intéressantes, particulièrement pour ce qui concerne les sources littéraires. Toutefois, s'il peut offrir un bon point de départ, il n'épuise nullement son objet, particulièrement pour le premier chapitre consacré aux aspects démographiques. Ici, les thèses récentes sur le sujet auraient sans doute mérité d'être discutées plus en détail, notamment celles des écoles hollandaises et anglaises.

Thibaud LANFRANCHI

Valentina ARENA, *Libertas and the Practice of Politics in the Late Roman Republic*. Cambridge, University Press, 2012. 1 vol. 16 x 23,5 cm, ix-324 p., 5 fig. Prix : 60 £. ISBN 978-1-107-02817-3.

Le livre de V. Arena pose la question de la liberté à Rome pour la période républicaine d'un point de vue, malgré le titre, essentiellement théorique, ce qui permet d'ouvrir sur des réflexions assez larges concernant la vie politique. L'introduction pose les bases de la réflexion, avec une définition de la liberté politique dans son rapport à la liberté du citoyen ; en s'appuyant sur les sources littéraires (discours de Cicéron, mais aussi les discours rapportés par Salluste, Plutarque et Dion Cassius), la définition pose la liberté en regard des pouvoirs extraordinaires de la république finissante, mais aussi face à la pratique du sénatus-consulte ultime et aux distributions de terres. Ces trois axes de la réflexion sont tenus fermement dans tout le livre et construisent l'ensemble de la démarche. Le premier chapitre approfondit la définition de base, qui oppose liberté et esclavage dans une dichotomie inévitable ; il s'agit ici d'une mise au point, claire, mais sans nouveauté. La liberté est définie comme le statut de non-domination. Cette base théorique est le code commun qu'on retrouve dans les textes, dans les symboles comme l'*Atrium Libertatis* et le *pilleus*, ainsi que sur les monnaies. Le deuxième chapitre avance sur ces bases, de manière également claire et réunit toutes les informations sur la liberté politique du citoyen, en examinant les droits des citoyens et le rôle des lois, particulièrement les *leges tabellariae*, dans le fonctionnement politique. Le troisième chapitre me semble à la fois plus riche et plus

problématique ; intitulé « the liberty of the commonwealth », il pose d'emblée, pour des lecteurs francophones, la question de ce qu'on peut entendre derrière le terme « commonwealth » et surtout sur ce qui pourrait être son équivalent en latin ; faut-il comprendre *res publica* ? Cela reste peu clair, bien que l'équivalence semble posée p. 119. Le chapitre dans son ensemble est assez abstrait malgré des références à des épisodes précis. Ainsi, le détour par la réflexion sur la constitution mixte, pour définir la tradition « optimates », est intéressant mais ne devait sans doute pas être séparé de la réflexion sur la tradition *popularis*, dans la mesure où les *populares* partageait largement la culture des *optimates* ; la difficulté est précisément, comme l'auteur le signale, de définir la liberté selon les *populares*, face à des sources peu probantes. Néanmoins, les pages sur les *populares* sont parmi les plus intéressantes, même si le choix a été fait de paraphraser par moments les textes de Plutarque plutôt que de les analyser de front. La longue étude de l'*intercessio*, p. 124 sq, est bien menée. Le degré d'abstraction est peut-être plus gênant quand il est question des distributions de terres, où on touche à de la philosophie politique, passionnante et bien menée, mais dont on peut se demander si des étudiants lisant ce livre profiteront immédiatement. Le chapitre 4 est consacré aux luttes politiques du premier siècle av. J.-C. ; il s'agit cette fois d'utiliser le prisme de la *libertas* dans les épisodes de Clodius et ses *leges perniciosae*, ou encore à propos des *imperia* extraordinaires et du sénatus-consulte ultime. Le cas de Cicéron est traité plus rapidement qu'on ne pourrait s'y attendre. C'est ici que le livre devient plus concret et plus conforme à ce que le titre annonçait. Le chapitre 5, « political response and need for legitimacy » surprend par sa brièveté (15 pages) ; on peut y voir le début d'une nouvelle réflexion, sur la *superbia* et la *dominatio*, qui ouvrirait sur le Principat. Mais sans doute est-ce l'annonce de travaux futurs ? Enfin un épilogue reprend clairement les fils de la discussion. Le livre n'est pas très long et c'est une forme de courage ; il est agréable à lire, amène à se poser des questions, et apporte des éléments de réponse, car les sources y sont régulièrement convoquées et analysées. La bibliographie, fort ample, fait une large place à d'autres langues que l'anglais, et le français y est honorablement représenté. Index des sources et index général complètent efficacement le volume. Tout cela contribue à faire de ce livre un bon ouvrage de réflexion politique, qui ouvrira des espaces de réflexion à ses lecteurs. Le public visé sera essentiellement un public de spécialistes ou d'étudiants en doctorat, car ce livre ne saurait être lu comme un réservoir d'exemples de la vie politique : il est plus que cela et donne les clés d'une vaste réflexion politique.

Isabelle COGITORE

Myles LAVAN, *Slaves to Rome. Paradigms of Empire in Roman Culture*. Cambridge, University Press, 2013. 1 vol. 14,5 x 22 cm, XIII-288 p. (CAMBRIDGE CLASSICAL STUDIES). Prix : 60 £. ISBN 978-1-107-02601-8.

Le point de départ de ce volume est une thèse de doctorat préparée à St John Collège, Cambridge, et finalisée à l'Université de Saint Andrews, dont la rédaction a été supervisée dans un premier temps par William Fitzgerald puis par Mary Beard. Il s'agit pour l'auteur d'observer à travers presque trois siècles de littérature latine, du milieu du premier siècle av. J.-C. jusqu'au début du troisième siècle, comment les